

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Convention Europe du Parti socialiste (15 juin 2013)

Le 6 juin, votez pour l'urgence d'un sursaut !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mardi 21 mai 2013

Démocratie & Socialisme

La récession s'installe dans toute la zone euro. Plus personne n'y échappe. Même les bons élèves de la classe, les Pays-Bas, voient leur produit intérieur brut se contracter sur un an de 1,7 % après moins 1,2 % au quatrième trimestre de l'an dernier. L'Allemagne, qui pour certains serait LE modèle à suivre, n'évite que de très peu la récession avec une croissance de 0,1 % au premier trimestre 2013. Qui peut encore nous faire croire que la crise survient dans les pays qui connaissent des déficits budgétaires ?

Le fiasco des économistes libéraux

Ce sont tout d'abord les économistes en chef du FMI, Olivier Blanchard et David Leigh, qui ont reconnu s'être trompés ou pour le moins avoir sous-estimé les effets de l'austérité qu'ils ont toujours préconisée (explosion du chômage et régression de la consommation intérieure) [1]. Les coupes budgétaires ont des effets récessifs deux à quatre fois plus importants que ces « distingués » économistes ne le pensaient ! C'est maintenant la fameuse « loi » de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff (« au delà d'un certain niveau, 90 % du PIB, la dette aurait un effet récessif ») qui s'est révélée une vaste fumisterie, l'étude des deux éminences de Harvard était truffée d'erreurs et d'« oublis ». Or cette étude a été utilisée à tour de bras pour justifier les programmes d'austérité.

Baisser le coût du Travail ou celui du Capital ?

Toutes les politiques libérales visent à baisser le « coût » du travail. Le coût du capital n'est jamais évoqué « *alors que les revenus nets distribués représentent aujourd'hui 10 % de la valeur ajoutée des sociétés non financières. Ce niveau historiquement record depuis la Seconde Guerre mondiale, par rapport à 5,5 % en 1999, permet de conclure que la part dévolue aux actionnaires a donc crû dans des proportions considérables ces douze dernières années* » [2]. Il est logique que le Medef passe sous silence la part de plus en plus lourde que les grandes entreprises choisissent de distribuer aux propriétaires du Capital. Cela vise à « *toujours plus rémunérer l'actionariat, les capitaux et en finalité les parieurs en bourse* » [3]. Mais à gauche, il n'est pas possible d'accepter l'austérité qui en découle. Car sous couvert de réformes « structurelles », la Commission européenne s'obstine encore et toujours à imposer la baisse du coût du travail ! Nos retraites risquent à nouveau d'en faire les frais !

Baisser les dépenses publiques ? Non !

L'endettement public français avant la crise est dû avant tout aux baisses de l'imposition des entreprises et des plus aisés. Aujourd'hui, on nous dit pourtant qu'il faudrait baisser la part des dépenses publiques de 14 milliards d'euros dès l'an prochain (programme de stabilité du gouvernement). « *Or entre 2000 et 2012, les dépenses publiques ont augmenté en volume (c'est à dire une fois l'inflation déduite) par habitant de 15% en France contre 14,8% en Allemagne. C'est moins que la moyenne de la zone Euro, deux fois moins qu'aux États-Unis et trois fois moins qu'au Royaume-Uni* » [4]. Les deux tiers de ces dépenses sont constitués de prélèvements effectués pour « *être immédiatement redistribués aux malades, aux chômeurs, aux retraités, aux familles.* » [5]. Assez de coupes budgétaires ! Tous les exemples des pays qui les pratiquent (Grèce, Espagne, Portugal, Italie...) voient leur endettement augmenter... et les dépenses publiques, même contenues progresser mécaniquement en pourcentage du PIB !

En France, en Europe, il faut un sursaut !

Le débat de la convention Europe du Parti socialiste devrait être l'occasion d'un débat approfondi sur toutes ces questions d'austérité ou de relance, de poursuite des réformes « structurelles » ou de mise enfin à l'ordre du jour d'un traité social européen. Il s'agit bel et bien de se battre pour la suspension du pacte européen de stabilité et de croissance. L'interdiction faite à la gauche du Parti de soumettre au vote un texte « alternatif » à celui de la majorité

Le 6 juin, votez pour l'urgence d'un sursaut !

du bureau national ne facilite pas la clarté des débats. Ce débat est portant essentiel, aussi nous le menons dans les sections socialistes en défendant plusieurs amendements ouvrant la voie à une réorientation des socialistes en France et en Europe.

Les militants socialistes sont appelés à voter le 6 juin : Plusieurs amendements (4, 5, 8 10 et 13) condensent les questions-clés : mettre la croissance et l'emploi avant la réduction des déficits, pour un véritable plan de relance européen, mettre la BCE au service de l'économie réelle, refuser le traité transatlantique (États-Unis d'Amérique / Union européenne)... Certains amendements (3, 9 et 11) tirent quant à eux le texte du bureau national en arrière, nous les combattons. Et nous votons tous les autres car ils permettent de l'améliorer.

[1] "Erreurs de prévisions de croissance et multiplicateurs budgétaires" (Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers, FMI, Working Paper no 2013/1, janvier 2013).

[2] La crise, ce prétexte pour baisser le coût du travail, mais pas celui du capital (Michel Santi)

[3] Idem

[4] Alternatives Économiques n°324 mai 2013

[5] Idem